

**Séance du conseil municipal du vendredi 19 juillet 2011**

**PROCÈS – VERBAL**

L'an deux mille onze, le dix-neuf juillet, à dix-huit heures trente, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le conseil municipal de la commune d'Aiguillon, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

**Étaient présents** : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Isabelle DRISSI, Franck GAY, Alain PARAILLOUS, Brigitte CAMILLERI, Alain REGINATO

**Étaient absents** : MM. Christiane MORIZET, Martine RACHDI, Alexandrine BARBEDETTE, Cathy SAMANIEGO, Mohamed LAHSAINI, Josiane MORTZ.

**Pouvoirs de vote :**

Mme MORIZET à Mme DE MACEDO

Mme SAMANIEGO à M. SAUVAUD

Madame Danielle DAL BALCON a été élue Secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

**SERVICES**

**Objet : Gîtes Communaux - détermination tarifs 2012**

Monsieur le maire invite le conseil municipal à déterminer les tarifs des gîtes communaux pour l'année 2012.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

23 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

**DÉCIDE** de fixer les tarifs pour les gîtes communaux à compter du 1er janvier 2012 ainsi qu'il suit :

	<b>Tarifs 2012</b> (Gîte de 2, 3 ou 4 places)	
	Basse saison (du 26 août au 30 juin)	Haute saison (du 1er juillet au 25 août)
<b>à la nuitée*</b>	<b>15,00 € par personne</b>	<b>18,00 € par personne</b>
<b>à la semaine*</b>	<b>83,00 € par personne</b>	<b>104,00 € par personne</b>
Dépôt de garantie	À la nuitée : 31,00 € À la semaine : moitié du coût total du séjour	

\* enfant (jusqu'à 12 ans) : 50% de réduction par rapport au prix 1 personne

**DÉCIDE** de fixer les tarifs des charges facturées en supplément pour les gîtes communaux à compter du 1er janvier 2012 ainsi qu'il suit :

<b>Prestations supplémentaires</b>	<b>Tarifs 2012</b>
Forfait ménage fin de séjour	<b>31,00 €</b>
Forfait lave-linge	<b>2,55 € par lessive</b>
Forfait lave-linge + sèche-linge	<b>4,10 € par lessive</b>
Forfait location de draps (drap housse, drap plat et taie d'oreiller)	<b>7,50 € par lit et par séjour</b>
Vente pain de glace (1 kg)	<b>0,80 €</b>
Vente pochette de courtoisie / dépannage	<b>0,75 €</b>

**DIT** que ces tarifs ne comprennent pas la taxe de séjour perçue pour le compte de la Communauté de communes du confluent (0,30€ par nuit et par personne de plus de 13 ans en 2011).

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

## **ENFANCE**

**Objet : Syndicat intercommunal des transports scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie - Adhésion au syndicat de la commune de Nicole**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Le service de transports scolaires du conseil général de Lot-et-Garonne a proposé au syndicat intercommunal de transports scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie une nouvelle organisation relative notamment à la gestion du circuit n°122 à compter de la rentrée scolaire 2011-12.

Il s'agit de maintenir la ligne n° 122 « Nicole- Aiguillon » (sur laquelle sont inscrits seulement 3 élèves) et de créer un complément de service entre Aiguillon et Tonneins en assurant une navette dédiée aux enfants de la SEGPA de Tonneins. Il faut pour cela confier la gestion de ce circuit au SITS d'Aiguillon et y faire adhérer la commune de Nicole.

Le SITS Aiguillon- Port-Sainte-Marie a donc accepté, dans sa séance du 23 juin 2011, l'adhésion de la commune de Nicole.

En application du Règlement départemental de transports scolaires de Lot-et-Garonne, monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*23 voix pour*

*0 voix contre*

*0 voix abstention*

**ACCEPTE** l'adhésion de la commune de NICOLE au syndicat intercommunal de transports scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

### Objet : Modification des statuts de la fédération départementale d'AEP et d'assainissement de Lot-et-Garonne

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon adhère à la fédération départementale d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Lot-et-Garonne (FDAEP 47) depuis le 1er janvier 1989.

Depuis 2009, une réflexion a été engagée sur la nécessité de modifier les statuts de la fédération départementale d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Lot-et-Garonne (FDAEP 47) afin de les mettre en adéquation avec les textes régissant la coopération intercommunale ainsi que la réforme territoriale et en vue de créer un syndicat départemental.

Lors de sa réunion du 1er juin 2011, les membres de la FDAEP 47 ont adopté une modification statutaire, portant notamment sur :

#### 1. La forme et la dénomination

La fédération départementale d'AEP et assainissement de Lot-et-Garonne est un syndicat mixte fermé désormais dénommé « Syndicat Eau 47 », constitué pour une durée illimitée (article 1).

#### 2. L'objet et les compétences

Le syndicat « Eau 47 » est un syndicat à la carte.

Il conserve les missions qui lui sont conférées par l'adhésion de ses membres : harmonisation des conceptions techniques, coordination de ses adhérents, appui technique et administratif dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement (article 2.1).

Compétences optionnelles à la carte : le syndicat « Eau 47 » peut par ailleurs assurer la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement pour les membres qui le souhaitent, par le biais de transferts de compétences (article 2.2).

#### 3. Le comité

Les statuts prévoient un comité en assemblée plénière pour la gestion des missions conférées par l'adhésion et en assemblée restreinte pour celles conférées par les transferts de compétences (article 4).

#### 4. Le fonctionnement du syndicat « Eau 47 » (article 5)

La notion de « Territoires » est prévue dans le découpage du périmètre syndical afin de conserver une gestion locale et de proximité des services publics de l'eau et de l'assainissement (article 5.1).

Des commissions territoriales consultatives seront constituées pour chaque territoire afin de mener des réflexions et faire des propositions au comité restreint pour l'exercice des compétences transférées.

Il sera procédé à l'élection d'un vice-président par territoire.

Monsieur le maire appelle le conseil municipal à approuver également ces nouveaux statuts, la commune d'Aiguillon étant membre de la FDAEP.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

23 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

**ADOpte** les nouveaux statuts du syndicat « Eau 47 » joints à la présente délibération,

**PREND NOTE** que la prise d'effet de ces modifications statutaires est fixée au 1er janvier 2012,

**MANDATE** monsieur le maire pour signer tout document relatif à ce dossier.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

# Statuts Modifiés

## **Article 1<sup>er</sup> Forme, dénomination, siège, durée**

Il est formé, par modification des statuts de la Fédération Départementale d'Eau Potable et d'Assainissement de Lot et Garonne (la « Fédération »), un syndicat mixte fermé (le « Syndicat Eau47 »).

Le Syndicat est dénommé : **EAU47**

Le Syndicat a son siège : **997, avenue Jean Bru, 47031 AGEN cedex**

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

## **Article 2 Objet / Compétences**

L'objet du Syndicat Eau47 est de garantir aux usagers, la qualité, la continuité et la pérennité des services publics d'eau potable et d'assainissement, ainsi que l'harmonisation du prix de ces services.

Le Syndicat Eau47 est un syndicat à la carte.

Le Syndicat Eau47 est chargé, pour l'ensemble de ses adhérents, d'organiser l'harmonisation des services publics et de leur apporter son appui administratif et technique.

Il peut, pour le compte des membres qui le souhaitent, assurer la gestion des services publics d'eau et/ou d'assainissement, dans le cadre de transfert de compétences optionnelles.

### **2.1. Missions conférées par l'adhésion : Coordination de ses adhérents et appui administratif et technique**

Le Syndicat a pour mission de promouvoir et faciliter, pour tous ses adhérents, toute action de nature à améliorer l'adduction de l'eau potable, l'assainissement collectif et non collectif sur son territoire et plus particulièrement de :

- Harmoniser les conceptions techniques et les pratiques de ses adhérents, ainsi que le prix de l'eau au niveau départemental ;
- Définir, au plan départemental, des priorités afin de faciliter les opérations de programmation et de rechercher les financements nécessaires ;

- Coordonner des opérations ou de réaliser des études ou les travaux pouvant concerner plusieurs adhérents, notamment en matière de sécurisation énergétique des systèmes d'eau potable et de protection des ressources ; Il en assure alors la maîtrise d'ouvrage.
- Mettre ses moyens matériels et humains à la disposition de tout adhérent qui le souhaite, dans le cadre de l'article L.5211-4-1 II, 1<sup>er</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, pour l'assister administrativement, juridiquement, et techniquement dans ses activités liées à l'eau potable et à l'assainissement ;
- De façon générale, faciliter et conduire toute action d'intérêt commun (travaux, études, expertises...).
- Le Syndicat Eau47 représentera à titre consultatif ses adhérents, en ce qui concerne l'eau potable, l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif, au sein des instances de concertation notamment l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, les SAGE, Contrats de rivières, Schéma régional *trame verte et bleue*, Schéma départemental de l'eau, Groupes de pilotages des SCOT et PLU du département, et toute instance de gestion intégrée de l'eau.

## 2.2. Compétences optionnelles à la carte : Gestion des services de l'eau potable et/ou de l'assainissement collectif et non collectif

Le Syndicat assure en lieu et place de ceux de ses adhérents qui lui en auront délégué les compétences, la gestion du service de l'eau potable et/ou de l'assainissement collectif et non collectif dans les conditions des articles L 2224-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Eau potable : gestion de la ressource, production, transport, stockage et distribution ;
- Assainissement collectif : collecte, transport, épuration des eaux usées et élimination des boues ;
- Assainissement non collectif : contrôle, entretien, travaux de réalisation et de réhabilitation des installations, traitement des matières de vidanges ;
- Etablissement zonages et des schémas de distribution d'eau potable et d'assainissement, et toutes recherches, analyses et études ;
- Recherche des financements nécessaires auprès des partenaires.

Chaque membre peut transférer au Syndicat Eau47 tout ou partie de ces compétences à caractère optionnel.

Les compétences ainsi transférées ne pourront être reprises par une commune, un syndicat mixte ou un EPCI membre du Syndicat Eau47 pendant une durée de dix ans à compter de la date d'effet de leur transfert. La reprise des compétences par l'adhérent prend effet le 1<sup>er</sup> janvier de la troisième année suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante de l'adhérent est devenue exécutoire.

Les modalités de reprise de compétences non prévues aux présents statuts, notamment les modalités financières, sont fixées par l'assemblée du Syndicat Eau47 en formation restreinte.



### **Article 3 Périmètre du Syndicat Eau47**

Le Syndicat Eau47 est constitué :

- Des communes membres des syndicats qui adhéraient antérieurement à la Fédération, si ces syndicats transfèrent leurs compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2 au Syndicat Eau47, par application de l'article L.5711-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Des communes indépendantes et syndicats qui adhéraient antérieurement à la Fédération, et ayant conservé l'exercice de leurs compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2. ;
- De toute commune, syndicat mixte ou tout EPCI, doté de la compétence en matière d'eau potable et/ou d'assainissement, non adhérent à la Fédération, dont l'adhésion aura été approuvée par arrêté préfectoral après délibération favorable du comité en formation plénière.

### **Article 4 Comité**

#### **4.1. Assemblée plénière**

Pour les missions conférées par l'adhésion, visées à l'article 2.1, le Syndicat Eau47 est administré par un Comité composé de délégués des communes, des syndicats mixtes et EPCI adhérents, à raison de 1 membre titulaire et 1 membre suppléants, auxquels s'ajoute (nt) :

- 1 délégué (et 1 suppléant) supplémentaire par commune, syndicat mixte ou EPCI de plus de 1000 branchements AEP
- 2 délégués (et 2 suppléants) supplémentaires par commune, syndicat mixte ou EPCI de plus de 3000 branchements AEP
- 3 délégués (et 3 suppléants) supplémentaires par commune, syndicat mixte ou EPCI de plus de 6000 branchements AEP
- 4 délégués (et 4 suppléants) supplémentaires par commune, syndicat mixte ou EPCI de plus de 10000 branchements AEP
- 5 délégués (et 5 suppléants) supplémentaires par commune, syndicat mixte ou EPCI de plus de 20000 branchements AEP

A défaut de compétence AEP, le nombre de délégués sera défini par le nombre de branchements assainissement collectif et/ou le nombre d'abonnés au service d'assainissement non collectif.

Les membres du Comité sont élus pour la durée du mandat des assemblées dont ils sont délégués.

#### **4.2. Assemblée restreinte**

Pour les missions conférées par les transferts des compétences visées à l'article 2.2, le Syndicat Eau47 est administré par le Comité en formation restreinte. L'assemblée restreinte n'est alors composée que des seuls délégués mentionnés au 4.1 représentant les communes, syndicats mixtes et EPCI ayant transféré les compétences prévues à l'article 2.2..

### **Article 5 Fonctionnement du Syndicat Eau47**

#### **5.1 Territoires**

Le périmètre syndical est découpé en « Territoires » constitués d'une ou plusieurs unités de distribution cohérentes délimitées par les infrastructures qui les composent (ressources, unités de production, réseaux de transfert, réservoirs, réseaux de distribution et branchements), et sur lesquels le Syndicat Eau47 exerce les compétences mentionnées à l'article 2.2.

A la création du Syndicat Eau47, les Territoires sont constitués par les communes des Syndicats qui adhéraient antérieurement à la Fédération si ces derniers ont transféré leurs compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2 au Syndicat Eau47.

Chaque Territoire est représenté par un Vice-président, élu par l'assemblée restreinte parmi les délégués des communes qui composent le territoire, dans les différentes instances de décision du Syndicat Eau47 (Bureau restreint, Commissions...).

#### **5.2 Commissions Territoriales Consultatives**

Des Commissions Territoriales sont constituées pour chacun des Territoires.

Les Commissions Territoriales assurent la préparation et le suivi des décisions du Bureau restreint. Elles proposent au Comité restreint les programmes de travaux concernant leur Territoire. Elles garantissent, sur leur Territoire, l'exercice des compétences mentionnées à l'article 2.2..

Les Vice-présidents représentant les Territoires sont chargés, par délégation de pouvoir du Président, de l'exécution des budgets qui sont affectés à leur Territoire.

#### **5.3 Composition du Bureau en formation restreinte**

En formation restreinte, le Bureau comprend les membres suivants :

##### **5.3.1. Le Président**

Le Président est élu par l'assemblée plénière, parmi ses membres, pour la durée du mandat des assemblées dont ceux-ci sont délégués.

### **5.3.2. Les Vice-présidents**

Le Comité, en formation restreinte, élit un Vice-président par Territoire parmi les délégués du Territoire.

Par ailleurs, l'Assemblée, en formation restreinte pourra élire d'autres Vice-présidents, notamment pour administrer les commissions spécifiques mises en place.

### **5.3.3. Les représentants des Territoires**

En plus du Vice-président représentant le Territoire, l'assemblée restreinte élit deux représentants supplémentaires par Territoire parmi les délégués du Territoire.

## **5.4 Composition du Bureau en formation plénière**

Aux membres du Bureau en formation restreinte s'ajoutent pour la formation plénière :

- Un Vice-président élu par l'assemblée plénière parmi les membres représentants les communes n'ayant pas transmis leurs compétences mentionnées à l'article 2.2..
- Un Vice-président élu par l'assemblée plénière parmi les membres représentants les syndicats mixtes et les EPCI n'ayant pas transmis leurs compétences mentionnées à l'article 2.2..
- Un Vice-président élu par l'assemblée plénière parmi les membres représentants les communautés d'agglomération n'ayant pas transmis leurs compétences mentionnées à l'article 2.2..

En formation plénière, le Bureau comporte par ailleurs un représentant par adhérent n'ayant pas transféré ses compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2., élu en assemblée plénière parmi les délégués de cet adhérent.

## **Article 6 Financement**

Il est pourvu aux dépenses du Syndicat Eau47 au moyen de recettes suivantes :

### **6.1. Provenant des adhérents ayant transféré les compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2.**

- Redevances des services
- Participations des communes au financement des opérations portant sur les installations d'eau et d'assainissement réalisés sur leur territoire, dès lors que ces investissements pourraient entraîner une hausse excessive des tarifs, conformément aux dispositions de l'article L.2224-2 2° du Code Général des Collectivités Territoriales.



**6.2. Provenant des adhérents n'ayant pas transféré les compétences dans les domaines mentionnés à l'article 2.2.**

- Cotisations basées sur le nombre d'abonnés au service de l'eau potable ou à défaut au service de l'assainissement collectif et/ou non-collectif, selon le montant approuvé par délibération du Comité.

**6.3. Délégation de maîtrise d'ouvrage**

- Dans le cas d'études ou de travaux dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée au Syndicat Eau47 : Participations des collectivités concernées, définies dans des conventions à intervenir.

## URBANISME :

### **Objet : Approbation de deux procédures de modification du plan local d'urbanisme (PLU)**

Monsieur le maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

Le conseil municipal a, dans ses séances du 18 janvier 2011 et du 4 mars 2011, décidé d'engager deux procédures de modification du plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune, ayant pour objet d'amender et compléter, notamment le rapport de présentation, le règlement, le zonage ainsi que la liste des bâtiments agricoles.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, une enquête publique commune s'est tenue en mairie du 2 mai 2011 au 1er juin 2011.

Monsieur le maire présente à l'assemblée pour approbation, le dossier de modification du plan local d'urbanisme d'Aiguillon tel qu'il a été soumis à l'enquête publique réglementaire et en rappelle la composition :

#### **1- Modification du règlement :**

**Sur les zones UA3, UB3, UC3, UN3, 1AU3, UX3 et Aux3 :**

- **supprimer « l'emprise des voies portée actuellement à 8 mètres »,**
- **indiquer en remplacement que « les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées et publiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir ».**

**Sur la zone UN5 :**

- **supprimer la superficie du terrain à construire de 1.000 m<sup>2</sup> pour permettre l'assainissement non collectif,**
- **indiquer en remplacement que « la superficie devra être suffisante pour permettre la création d'un assainissement non collectif ».**

**Sur les zones UX2 et Aux2 :**

- **autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, notamment les centrales ou fermes photovoltaïques au sol (friches industrielles).**

#### **2- Modification du zonage et de la liste des bâtiments agricoles :**

- **inscription sur la liste des bâtiments agricoles d'un bâtiment pour pouvoir autoriser le changement de destination en logement,**
- **identifier sur le zonage du PLU (zone A) ce bâtiment au lieu-dit « Garron de Gandorre ».**

Le déroulement de la procédure de cette modification est le suivant :

- délibération du conseil municipal du 18 janvier 2011 décidant de modifier certains articles du règlement,
- délibération du conseil municipal du 4 mars 2011 décidant de modifier le zonage et la liste des bâtiments agricoles pour permettre l'identification d'un bâtiment dont le changement de destination en habitation pourra être autorisé,
- transmission des dossiers aux personnes publiques associées qui ont émis, à l'unanimité, un avis favorable sans observations,
- enquête publique du 2 mai au 1er juin 2011 et permanence du commissaire-enquêteur les vendredi 13 mai 2011 (matinée), lundi 23 mai 2011 (après-midi) et 31 mai 2011 (matinée),
- avis dans la presse des 7 avril 2011 et 3 mai 2011 pour le journal « Sud-Ouest », et 11 avril 2011 et 3 mai 2011 pour le journal « La Dépêche du midi »,
- réception des conclusions et du rapport du commissaire-enquêteur en date du 16 juin 2011.

Monsieur le maire dépose sur le bureau le dossier de modification comportant l'ensemble des pièces et documents, notamment les avis recueillis des personnes publiques associées, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur.

Il indique qu'au cours de l'enquête publique, notamment lors des permanences du commissaire-enquêteur, celui-ci n'a reçu aucune visite ni aucun courrier.

Il donne le détail des observations et conclusions du commissaire enquêteur :

### **1- Sur la modification du règlement :**

*Avis favorable* sur la totalité des articles du règlement modifiés

### **2- Sur la modification du zonage et de la liste des bâtiments agricoles**

*Avis défavorable* à l'adjonction de la bâtisse proposée pour être ajoutée à la liste des bâtiments agricoles susceptibles d'être transformés en logement pour les motifs suivants :

- malgré une mauvaise qualité des photos fournies au dossier, il apparaît que ce bâtiment présente un état de délabrement assez avancé, avec une toiture partiellement écroulée et des murs fissurés, envahi par endroits de végétation ; l'intérêt architectural et patrimonial ne paraît pas avéré.
- Impossibilité de visiter les lieux malgré plusieurs tentatives pour joindre les propriétaires du terrain,
- les propriétaires n'ont pu être contactés pendant la durée de l'enquête en raison de problèmes personnels, absents de la commune à cette période là.

Monsieur le maire présente à l'assemblée l'ensemble des photos fournies par les propriétaires du bâtiment. Il ajoute qu'il lui semble que ladite bâtisse peut tout a fait être rénovée, s'agissant d'une construction ancienne en pierres, et ce malgré une toiture et certains murs en mauvais état.

Il invite ainsi l'assemblée à prendre connaissance de l'ensemble du dossier, notamment des pièces concernant le bâtiment agricole objet de l'avis défavorable émis par le commissaire enquêteur et à se prononcer.

Il propose d'approuver le plan local d'urbanisme modifié tel que présenté.

### **Après avoir entendu l'exposé du maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré**

23 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain modifiée par la Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 sur l'urbanisme et l'habitat,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 123-13 et R 123-19 relatifs à la modification des plans locaux d'urbanisme,

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 21 septembre 2007, et modifié les 1er février 2008, 27 mars 2009 et 12 février 2010, ayant fait l'objet également de deux modifications simplifiées en date des 12 février 2010 et 9 novembre 2010, ainsi que d'une révision simplifiée en date du 12 février 2010,

VU les délibérations du conseil municipal décidant d'engager la présente modification en date du 18 janvier et 4 mars 2011,

VU l'arrêté du maire du 4 avril 2011 soumettant à enquête publique le projet de modification du PLU tel que présenté ci-dessus,

VU l'avis favorable sans observations de l'ensemble des personnes publiques associées consultées,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 mai au 1er juin 2011 avec permanence du commissaire-enquêteur,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

CONSIDÉRANT l'avis favorable du commissaire-enquêteur sur l'ensemble des modifications apportées aux articles du règlement du P.L.U.,

CONSIDÉRANT l'avis défavorable du commissaire-enquêteur pour l'identification d'un bâtiment agricole au P.L.U pouvant être transformé en logement pour les motifs énoncés ci-dessus,

CONSIDÉRANT que le changement de destination de ce bâtiment agricole en habitation peut être autorisé, au vu du dossier et des explications fournies, et qu'il peut donc être à juste titre intégré à la liste des bâtiments agricoles susceptibles d'être transformés en logement,

CONSIDÉRANT donc que les résultats de ladite enquête ne justifient aucun changement à la modification prévue,

CONSIDÉRANT que la modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L 123-13 du code de l'urbanisme,

**DÉCIDE** d'approuver le dossier de modification du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente,

**PRÉCISE** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121 du code général des collectivités territoriales,

**AJOUTE** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie d'Aiguillon, ainsi qu'à la direction départementale des territoires (DDT) du Lot-et-Garonne et dans les locaux de la Préfecture,

**STIPULE** que la présente délibération sera exécutoire d'une part dans un délai d'un mois suivant sa réception par monsieur le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications, et d'autre part après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11

Contrôle légalité le : 25/07/11

\*\*\*\*\*

**Objet : Régularisation emprise de jardins privatifs sur le domaine privé de la commune - rue Gambetta**

Monsieur le maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

Au fil du temps, plusieurs administrés ont annexé et aménagé en jardins privatifs des parcelles communales jouxtant leur propriété et situées rue Gambetta.

Afin de régulariser la situation, il est nécessaire de procéder à la cession amiable de ces portions de terrains, poursuivant ainsi la démarche engagée pour deux parcelles lors des séances du conseil municipal des 17 février et 19 mai 2006.

Les cessions amiables seront effectuées conformément à l'avis de France Domaine (services fiscaux) qui, dans son avis du 23 mars 2011, a fixé la valeur vénale à 13,5 € / m<sup>2</sup>, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10%.

Les parcelles communales à céder sont les suivantes :

- parcelle I 1782 sise 14 rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>, au bénéfice de Madame Paula Cristina DE OLIVEIRA SANTOS et Monsieur José Carlos MARQUES VITARELA, pour un montant de 203 €,
- parcelle I 1785 sise 10 Bis rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>, au bénéfice de Monsieur Jean-Claude PERALBA, pour un montant de 270 €,
- parcelle I 1786 sise 8 rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 32 m<sup>2</sup>, au bénéfice de Monsieur et Madame Mohammed TAOUNTI, pour un montant de 432 €.

Monsieur le maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer

**Après avoir entendu cet exposé, et après délibération  
le conseil municipal,**

23 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

**APPROUVE** le principe de cession amiable des parcelles communales suivantes :

- parcelle I 1782 sise 14 rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>, au bénéfice de madame Paula Cristina DE OLIVEIRA SANTOS et monsieur José Carlos MARQUES VITARELA, pour un montant de 203 €,
- parcelle I 1785 sise 10 bis rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>, au bénéfice de monsieur Jean-Claude PERALBA, pour un montant de 270 €,
- parcelle I 1786 sise 8 rue Gambetta 47190 Aiguillon, d'une superficie de 32 m<sup>2</sup>, au bénéfice de monsieur et madame Mohammed TAOUNTI, pour un montant de 432 €.

**DÉCIDE** de fixer le prix de vente 13,5 € par mètre carré, conformément à l'avis de France Domaine en date du 23 mars 2011,

**CHARGE** monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

**AUTORISE** monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la commune.

**DIT** que les frais d'acte seront pris en charge par la commune,

**INDIQUE** que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la commune.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

**Objet : Adhésion au service facultatif du CDG47 « Information géographique »**

Monsieur le maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « L'Élu rural numérique », le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Lot-et-Garonne (CDG 47) propose un service intitulé « Information géographique ».

Celui-ci concerne :

- la délivrance des fichiers fonciers standards (matrice cadastrale ouverte) pour le périmètre de la collectivité,
- la vectorisation des plans cadastraux sous convention DGFIP,
- l'accès à un portail d'information géographique.

Cette convention globale s'inscrit dans la continuité des actions déjà mises en place en 2010, auxquelles la commune d'Aiguillon a participé :

- acquisition mutualisée des fichiers de la matrice cadastrale (Fichiers Fonciers standard) en 2010,
- mandatement du CDG pour obtenir les fichiers de plans cadastraux de la commune en 2010,
- recours, dans l'attente du lancement du portail d'information géographique, à l'outil « Pack cadastre Meddi-Vision » édité par la société Environnement numérique,
- signature par la communauté de communes du confluent de la convention de vectorisation du cadastre (déjà réalisé pour le territoire d'Aiguillon).

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*23 voix pour*

*0 voix contre*

*0 abstention*

**AUTORISE** monsieur le maire à signer la convention d'adhésion au service « Information géographique » proposée par CDG 47 à compter du 1er août 2011 pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction, selon le modèle joint en annexe,

**DÉCIDE** de commander les fichiers fonciers standards de son territoire auprès du CDG 47,

**MANDATE** le CDG47 pour commander une collection des fichiers de plans cadastraux de son territoire (Atlas communal 2011) auprès de la DGFIP, à titre gratuit et dans le cadre d'une démarche centralisée,

**DEMANDE** à accéder au portail d'information géographique mis en œuvre par le CDG 47 (ouverture prévue en novembre 2011) ;

**RAPPELLE** que la communauté de communes du confluent a :

- fait procéder à la vectorisation du plan cadastral des communes membres,
- autorisé son président à signer la convention de vectorisation du plan cadastral avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

**AUTORISE** le paiement au CDG 47 des sommes dues.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*





## Convention d'adhésion « Information géographique »

---

**ENTRE :** Le Maire de ..... habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

**ET :** Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 novembre 2010 rendue exécutoire le 27 décembre 2010

### Il est préalablement exposé :

L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée fixant le nouveau statut des fonctionnaires territoriaux permet aux Centres de Gestion de recruter des fonctionnaires en vue d'assurer des services communs à plusieurs collectivités et établissements.

Vu la demande de la Commune de .....

### Il est en conséquence convenu :

**ARTICLE 1 :** La Commune de ..... adhère au service « **Information géographique** » proposé par le pôle numérique du Centre de Gestion.

**ARTICLE 2 :** Les prestations pouvant être réalisées dans le cadre de la présente convention par le Centre de Gestion pour le compte de la collectivité sont les suivantes :

#### a) Portail d'information géographique :

- la fourniture et le paramétrage d'un **portail d'information géographique**,
- l'intégration des **données cadastrales** : fichiers fonciers standards (matrice ouverte) et plans vectorisés (PCI Vecteur),
- l'intégration des **informations géo référencées** fournies par le GIP ATGeRi (BD Ortho, BD Topo, BD Adresse, Scan 25 de l'IGN, ... via la convention FIGMA) ou d'autres partenaires (collectivités, gestionnaires de réseaux, ...)
- l'accès aux **outils d'information géographique** en mode Internet,
- la **formation** des utilisateurs,
- l'**assistance technique**.

#### b) Vectorisation des plans cadastraux sous convention DGFIP :

- récupération des plans au format PCI Image (TIF) auprès de la DGFIP,
- vectorisation des plans, assemblage des planches au niveau infra communal et inter communal, contrôle et labellisation par la DGFIP,
- livraison des plans au format PCI Vecteur, mise à jour assurée par la DGFIP.

#### c) Délivrance des fichiers fonciers standards :

- la fourniture des **fichiers fonciers standards** (matrice cadastrale ouverte) pour le périmètre de la collectivité (commune seule ou intercommunalité sous convention de numérisation DGFIP).

**ARTICLE 3 :** La présente convention prend effet le JJ mois AAAA pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

**ARTICLE 4 :** Les prestations sont facturées dans les conditions suivantes (tarifs 2011) :

• **cotisation annuelle au portail d'information géographique calculée comme suit :**

☞ Communes de moins de 250 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de moins de 4 agents.....	180 euros
☞ Communes de 250 à 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 4 à 7 agents .....	239 euros
☞ Communes de 500 à 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 8 à 9 agents .....	329 euros
☞ Communes de 1 000 à 1 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 10 à 19 agents .....	449 euros
☞ Communes de 2 000 à 3 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 20 à 29 agents .....	538 euros
☞ Communes de 3 500 à 4 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 30 à 59 agents .....	658 euros
☞ Communes de 5 000 habitants et plus, Etablissements publics et Budgets annexes de 60 agents et plus .....	867 euros
☞ Collectivités non affiliées .....	1017 euros

• **formation :**

☞ Journée de formation sur site : 240 euros

• **vectorisation des plans cadastraux sous convention DGFIP :**

☞ Tarif par parcelle : 0,12 euros

• **participation annuelle aux frais d'acquisition des fichiers fonciers standards :**

☞ Tarif par collectivité et par commune non affiliées au pôle numérique du CDG47 : 50 euros

**ARTICLE 5 :** Le règlement de la participation de la collectivité ou de l'établissement interviendra sur présentation d'un mémoire établi par le Centre de Gestion.

**ARTICLE 6 :** Les tarifs peuvent être modifiés à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la Collectivité. Celle-ci disposera d'un délai de 3 mois pour, si elle le souhaite, dénoncer la présente convention. L'effet de la dénonciation sera à la date de notification de la décision.

**ARTICLE 7 :** La présente convention pourra en outre être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de l'organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée :

- au Centre de Gestion avant le 31 octobre de l'année s'il s'agit d'une initiative locale. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année ;
- à la Collectivité avant le 31 juillet de l'année s'il s'agit d'une initiative du Centre de Gestion. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année.

A ....., le .....

A Agen, le .....

Le Maire,  
(sceau et signature)

Le Président,

.....

Jean DREUIL

**Objet : Bâtiment Crèche - Requête en référé devant le Tribunal Administratif de Bordeaux - Désignation Maître BOURDIN**

Monsieur le maire appelle le conseil municipal à décider de recourir en justice afin de faire valoir ses droits dans le litige opposant la commune aux maîtres d'œuvre et entreprises ayant réalisé le bâtiment de la crèche – halte garderie « Pause Câlin ».

En effet cette construction neuve de moins de 5 ans d'existence est affectée par un problème d'humidité rémanente se manifestant par des moisissures qui dégradent la partie inférieure des murs de différentes salles hébergeant les très jeunes enfants qui lui sont confiés. La commune redoute, vu la totale inefficacité des remèdes mis en œuvre à ce jour par les constructeurs, d'être exposé à une décision de fermeture partielle ou totale émanant des autorités sanitaires.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*23 voix pour*

*0 voix contre*

*0 voix abstention*

**DÉCIDE** de recourir en justice afin de faire valoir les droits de la commune dans le litige l'opposant aux maîtres d'œuvre et entreprises ayant réalisé le bâtiment de la crèche – halte garderie « Pause Câlin »,

**ADOpte** le mémoire pour la requête en référé devant le tribunal administratif de Bordeaux, joint à la présente délibération,

**MANDATE** Maître Jean-Loup BOURDIN, avocat inscrit au barreau d'Agen, afin de représenter la commune d'Aiguillon devant le tribunal administratif de Bordeaux.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

**JEAN-LOUP BOURDIN**  
**SUZANNE MOREAU-BOURDIN**  
AVOCATS  
4, Place des Droits de l'Homme – B.P.67  
47003 AGEN cedex  
Tél : 05.53.66.25.91  
Fax : 05.53.66.77.76  
mail : jean-loup.bourdin@avocat-conseil.fr  
JL3222

**REQUETE EN REFERE**  
**DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BORDEAUX**

**POUR :**

COMMUNE D'AIGUILLON, domicilié Place du 14 Juillet à AIGUILLON (47190)

**Ayant pour avocat :**

Maître Jean-Loup BOURDIN, Avocat inscrit au Barreau d'Agen, demeurant 4 Place des Droits de l'Homme - 47000 AGEN

**CONTRE :**

1/Cabinet Dominique et François GALISSAIRES, dont le siège social se situe à 14 rue de la Brèche à 47600 NERAC.

2/Monsieur Pascal DOUCET, demeurant 5 Grande Rue 47700 CASTELJALOUX.

3/Entreprise MOREIRA Antoine, demeurant à « Pesquier » 47320 BOURRAN.

4/SARL CMTI dont le siège social se situe ZI route de Nérac 47230 LAVARDAC.

5/SA BERNABEU Tony, dont le siège social se situe RN113 47450 SAINT HILAIRE DE LUSIGNAN

6/SA MINER dont le siège social se situe 13 Bis, rue Jules Ferry, 47190 AIGUILLON

7/EURL ACEP, dont le siège social se situe à Marmande Sud Centre routier, 47250 SAMAZAN

En application des dispositions de l'article R532-1 du Code de Justice administrative, la requérante sollicite la désignation par le Juge des référés, d'un expert judiciaire investi de la mission ci-dessous indiquée, dont les investigations sont indispensables à la solution du litige que la Commune d'Aiguillon entend déférer à la connaissance du Tribunal administratif.

- / -

### **1- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

La Commune d'Aiguillon est confrontée à un problème d'humidité rémanente, affectant sa crèche dite « Pause Câlin », qui est une construction neuve de moins de 5 ans d'existence, le sinistre se manifestant par des moisissures qui dégradent la partie inférieure des murs de différentes pièces hébergeant les enfants et dont, face à la totale inefficacité des remèdes mis en œuvre à ce jour par les constructeurs, elle redoute d'être exposée à une décision de fermeture partielle ou totale émanant des autorités sanitaires (photos ou constat des lieux, pièces n°.....).

La chronologie du litige est la suivante :

Par délibération du 23 Juin 2005, la Commune choisit les frères François et Dominique GALISSAIRES en les investissant d'une mission complète pour construire la crèche « pause câlin » rue de l'Abbé Pierre à AIGUILLON (pièce n°...).

Les architectes régularisent les conventions avec les différents corps d'état adjudicataires des lots (A VERIFIER, tous les documents contractuels du contrat de construction, pièce n°...).

La construction achevée au début de l'été 2008, a fait l'objet de réceptions lot par lot, depuis le 11 avril 2008 jusqu'au 2 octobre 2008, chacun des PV successifs reprenant strictement le même libellé de pure forme.

Parallèlement, la Commune d'Aiguillon manifestera son mécontentement par plusieurs courriers adressés aux architectes en vue de procéder aux finitions et aux mises en conformité (notamment la LRAR du 02.10.2009 faisant référence aux problèmes d'humidité, ainsi qu'aux protestations relatives aux finitions).

Il faut préciser qu'aucune garantie de dommages ouvrage n'a été souscrite.

La Commune d'Aiguillon ne parvenant que très difficilement à obtenir de ses architectes, une mise en conformité des ouvrages, par référence aux réserves qu'elle a exprimées, et aucune solution pérenne n'étant mise en œuvre pour remédier au problème d'humidité, de guerre lasse, elle se résigne à effectuer une déclaration de sinistre auprès du GAN, qui la garantit au titre du risque « dégât des eaux ».

Le GAN mandate comme expert, la société EUREXO SUD OUEST, dont le représentant, Monsieur LUCAS, convoque tous les constructeurs sans exception aucune, à ses opérations (pièces n°...).



Le 28 Mai 2010, EUREXO envoie son rapport, lequel objective l'existence d'une humidité excessive aux pieds des cloisons qui sont saturés d'eau (pièces n°.....).  
Au cours de ses opérations sur place, Monsieur LUCAS aurait expliqué que la cause proviendrait d'une erreur de conception, mais cette précision ne se retrouve pas dans son rapport écrit.

En revanche, il y est mentionné que « Monsieur GAILLARD, Expert pour la SMABTP, prend en charge la résolution de la cause et des conséquences » et qu'« il se charge de mettre en cause les assureurs respectifs ».

Ces bonnes intentions n'ont jamais été suivies du moindre effet...

Enfin, la Commune d'Aiguillon verse au débat, la délibération de son Conseil municipal décidant de recourir en justice afin de faire valoir ses droits.

Il en résulte que la Commune d'Aiguillon agira contre le concepteur de l'ouvrage et tous les constructeurs susceptibles d'être concernés par le sinistre décrit par EUREXO.

Qu'une expertise contradictoire constitue un préalable indispensable à l'instruction de ce contentieux.

## **PAR CES MOTIFS PLAISE AU TRIBUNAL**

Vu l'article R532-1 du Code de Justice Administrative.

Désigner tel expert qu'il appartiendra, investi de la mission d'usage à l'effet notamment :

- De décrire la nature des désordres dont se plaint la Commune d'Aiguillon concernant plus spécifiquement le problème de l'humidité.
- D'en déterminer leur date d'apparition.
- D'en déterminer les causes.
- De chiffrer la nature et le coût des travaux propres pour permettre la réception définitive de l'immeuble.
- De déposer un pré rapport.
- De répondre aux questions écrites des parties.
- Plus généralement, d'instruire toute difficulté.

## **SOUS TOUTES RESERVES DONT ACTE.**

### Pièces :

Photographies ou plans  
Délibération du 23.06.2005  
Contrat de construction  
Rapport EUREXO  
LRAR du 02.10.2009  
Convocations  
Délibération du Conseil municipal en date du ...

**Objet : Construction d'un bâtiment à couverture photovoltaïque au stade Louis-Jamet - Signature du bail emphytéotique (acte authentique)**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 27 novembre 2009, le conseil municipal a approuvé le projet de construction par la société FONROCHE INVESTISSEMENTS (Estillac) d'un bâtiment accolé au gymnase Louis-Jamet, et destiné à recevoir des services municipaux, dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif d'une durée de 20 ans, et a autorisé le maire à signer la promesse de bail correspondante. Ce document a été signé le 16 avril 2010.

Pendant la durée du bail, il est convenu que la société FONROCHE utilise le bâtiment pour ce qui concerne sa partie « toiture » pour l'exploitation d'une centrale photovoltaïque; tandis que la commune d'Aiguillon utilise le surplus du bâtiment (hors toiture). A la fin du bail, la commune aura la jouissance exclusive de la totalité.

Monsieur le maire précise que la durée ci-dessus mentionnée de 20 ans s'entend à compter du raccordement de la centrale photovoltaïque aux réseaux.

Il est nécessaire d'autoriser le maire à signer le bail emphytéotique définitif.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

*23 voix pour*

*0 voix contre*

*0 abstention*

**ADOpte** le projet de bail emphytéotique administratif avec la société FONROCHE sur les parcelles de terrain cadastrées E 1422 et E 1423 lieu-dit « A marrut », pour la construction d'un bâtiment à couverture photovoltaïque par cette société, selon le modèle annexé à la présente délibération,

**DIT** que la commune pourra utiliser l'espace mis à sa disposition dans ce bâtiment pour les usages suivants :

- salle de sport,
- entrepôt de matériel et de véhicules ;

**PREND NOTE** que la durée de ce bail est de 20 ans à compter du raccordement de la centrale photovoltaïque aux réseaux, soit travaux compris pour une durée totale de 21 ans,

**AUTORISE** monsieur le maire à signer le bail emphytéotique administratif à intervenir,

**ACCEPTE** de percevoir la redevance annuelle versée par le preneur Fonroche, qui s'élève à cent (100) euros pour 2011 (révisable chaque année).

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

**Objet : Logements communaux - Maison d'habitation Sainte- Radegonde Modification du montant du loyer**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 16 octobre 2009 décidant de charger le maire, au nom de la commune, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

La commune d'Aiguillon est propriétaire d'un logement de fonction inoccupé par le personnel enseignant dont les caractéristiques sont les suivantes :

<i>École</i>	<i>Adresse</i>	<i>type</i>	<i>détail</i>	<i>Surface habitable</i>
Ancienne école Sainte-Radegonde	Sainte-Radegonde	maison individuelle	1 cuisine – 1 salle à manger – 2 chambres – 1 salle d'eau – 1 annexe	120 m²

Par délibération en date du 16 octobre 2009, le conseil municipal a :

- **émis** un avis favorable pour la désaffectation de ce logement, afin de procéder à des locations dans les conditions de droit commun (avis favorable du Préfet de Lot-et-Garonne le 16 décembre 2009) ;
- **dit** que le régime juridique applicable est celui du droit commun de la location (soit pour la réglementation en vigueur : lois du 1-9-1948 et du 06-07-1989), et que ce bail est celui des contrats de droit privé ;
- **décidé** que le bail devra être passé de gré à gré et non par adjudication publique, et que le local loué est destiné exclusivement à un usage d'habitation principale ;
- **déterminé** les conditions suivantes pour la location de ce logement :
  - bail d'une durée de six (6) ans à compter du 1er janvier ;
  - date de révision des loyers : 1er janvier ;
  - indexation du loyer sur l'indice de référence des loyers (IRL) ;
  - dépôt de garantie fixé à l'équivalent d'un mois de loyer ;
  - montant de loyer mensuel initial : 310,00 €
 auquel s'ajoute une provision pour charges de 0 € ; (SANS OBJET).

Suite à la rénovation complète de ce logement et de ses espaces verts après le départ du dernier locataire, monsieur le maire propose de réévaluer le montant du loyer afin qu'il corresponde à la nouvelle offre et aux prix du marché sur la commune, et de conserver les autres conditions particulières qui avaient été déterminées.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après délibération,**

23 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**DÉTERMINE** le montant de loyer mensuel initial suivant pour le logement situé à « sainte Radegonde », Aiguillon, à compter du 1er août 2011 :

**400 (quatre cent) euros** (provision pour charges supplémentaire : sans objet) ;

**DIT** que ce montant remplace le tarif fixé par délibération en date du 16 octobre 2009 ;

**DIT** que les autres conditions de location de ce logement déterminées le 16 octobre 2009 restent applicables, à savoir :

- bail d'une durée de six (6) ans à compter du 1er janvier ;
- durée du préavis donné par le bailleur : 3 mois ;
- date de révision des loyers : 1er janvier ;
- indexation du loyer sur l'indice de référence des loyers (IRL) ;
- dépôt de garantie fixé à l'équivalent d'un mois de loyer ;

**RAPPELLE** que le régime juridique applicable est celui du droit commun de la location (soit pour la réglementation en vigueur : lois du 1-9-1948 et du 06-07-1989), et que ce bail est celui des contrats de droit privé ;

**RAPPELLE** que le bail devra être passé de gré à gré et non par adjudication publique, et que le local loué est destiné exclusivement à un usage d'habitation principale ;

**RAPPELLE** que les recettes correspondantes sont imputées sur le budget communal au chapitre 752,

**MANDATE** monsieur le maire, auquel il a délégué le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage des biens, pour la recherche d'un locataire et la signature des documents contractuels relatifs à ce dossier.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

**Objet : Instauration du compte épargne temps (CET)**

Le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Il est proposé d'instituer un compte épargne-temps pour les agents de la commune d'Aiguillon.

Ce compte permet à ses titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés. Il est ouvert à la demande expresse, écrite et individuelle de l'agent, qui est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

Les bénéficiaires de ce compte épargne temps sont les agents titulaires ou non titulaires de la collectivité à temps complet ou à temps non complet, justifiant d'une année de service. Les stagiaires et les non-titulaires de droit privé ne peuvent bénéficier du C.E.T.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite. Les jours concernés peuvent être :

- le report de congés annuels et les jours de fractionnement, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt ;
- le report de jours de récupération au titre de l'ARTT ;
- une partie des jours de repos compensateur.

L'autorité territoriale est tenue d'ouvrir le compte épargne temps au bénéfice du demandeur dès lorsqu'il remplit les conditions énoncées ci-dessous. Les nécessités de service ne pourront lui être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne temps sauf si le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonction, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, adoption, paternité ou solidarité familiale.

Dès lors, il convient d'instaurer les règles de fonctionnement suivantes :

**Choix 1 :** La collectivité ou l'établissement n'autorise pas l'indemnisation ou la prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP) des droits épargnés.

Les jours accumulés sur le CET peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

**Choix 2 :** La collectivité ou l'établissement autorise l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP des droits épargnés :

1er cas : Au terme de l'année civile, le nombre de jours inscrits sur le CET ne dépasse pas 20 : l'agent ne peut alors utiliser les droits épargnés qu'en prenant des jours de congé.

2ème cas : Au terme d'une année civile, le nombre de jours accumulés sur le CET est supérieur à 20. Les 20 premiers jours ne peuvent toujours être utilisés que sous la forme de jours de congé. Pour les jours au-delà du vingtième, une option doit être exercée, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

L'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile. La collectivité informe l'agent de la situation de son CET le 15 janvier de l'année suivante.

Pour cela, il est proposé de valider les formulaires types suivants :

- demande d'ouverture et de première alimentation d'un C.E.T,
- demande annuelle d'alimentation d'un C.E.T,
- exercice du droit d'option pour l'utilisation du C.E.T (si choix n°2),
- information annuelle relative aux jours épargnés et consommés sur le C.E.T.

Monsieur le maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
vu l'exposé du maire et après en avoir délibéré,**

23 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

*VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale ;*

*VU le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;*

*VU le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;*

*VU l'avis favorable du comité technique paritaire (CTP) en date du 08 juillet 2011,*

**DÉCIDE** d'instituer un compte épargne-temps au profit des agents de la commune d'Aiguillon ;

**DÉFINIT** les modalités d'application spécifiques de ce CET suivantes :

- Alimentation du CET :  
Les jours pouvant être épargnés sont exclusivement : le report de congés annuels et les jours de fractionnement, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt.
- Modalités d'utilisation du CET :  
La collectivité n'autorise ni la compensation financière au profit des agents en contrepartie de jours inscrits dans leur CET, ni la prise en compte des droits épargnés au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP).  
Les jours accumulés sur le CET peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.
- Procédure d'alimentation du CET :  
La demande annuelle d'alimentation du CET devra être formulée auprès du service gestionnaire avant le 15 novembre de l'année.

**DIT** que les autres modalités d'application de ce CET seront conformes aux dispositions générales prévues par la réglementation nationale ;

**APPROUVE** les modèles de formulaires suivants joints en annexe :

- demande d'ouverture et de première alimentation d'un C.E.T,
- demande annuelle d'alimentation d'un C.E.T,
- information annuelle relative aux jours épargnés et consommés sur le C.E.T.

**APPROUVE** la convention financière en cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un C.E.T selon le modèle joint en annexe.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*



**DEMANDE ANNUELLE D'ALIMENTATION  
D'UN COMPTE ÉPARGNE TEMPS (C.E.T.)**

A TRANSMETTRE AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE DE CHAQUE ANNEE AU SERVICE  
GESTIONNAIRE

Je soussigné(e),

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Statut : ☐ titulaire ☐ non-titulaire

Grade (ou emploi) : .....

Quotité de travail : ☐ Temps complet ☐ Autre

Date d'ouverture du compte épargne temps : .....

**Demande** le versement sur mon compte épargne temps de ..... jours de congés annuels (maximum : 10  
jours par an, dans la limite de 60 jours au total).

Fait à ..... Le, .....

Signature de l'agent

Observations :

.....

.....

Fait à ..... Le, .....

Signature de l'autorité administrative

**DEMANDE D'OUVERTURE ET DE PREMIERE ALIMENTATION  
D'UN COMPTE ÉPARGNE TEMPS (C.E.T.)**

A TRANSMETTRE AU SERVICE GESTIONNAIRE

Je soussigné(e),

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Statut : ☐ titulaire ☐ non-titulaire

Grade (ou emploi) : .....

Quotité de travail : ☐ Temps complet ☐ Autre

**Demande** l'ouverture d'un compte épargne temps dans les conditions fixées par le décret n° 2004 878 du 26-08-2004 et la délibération précitée en date du .....

**Demande** un premier versement sur mon compte épargne temps de ..... jours de congés annuels (maximum : 10 jours par an, dans la limite de 60 jours au total).

Fait à ..... Le, .....  
Signature de l'agent

Décision de l'autorité administrative : OUI ☐ NON ☐

Motifs (en cas de refus) :

Fait à ..... Le, .....  
Signature de l'autorité administrative

## EXERCICE DU DROIT D'OPTION POUR L'UTILISATION DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS (C.E.T.)

A TRANSMETTRE AU SERVICE GESTIONNAIRE AU PLUS TARD LE 31 JANVIER DE L'ANNEE n+1

Je soussigné(e),

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Statut : ☐ titulaire ☐ non-titulaire

Grade (ou emploi) : .....

Quotité de travail : ☐ Temps complet ☐ Autre

Date d'ouverture du compte épargne temps : .....

**Souhaite** utiliser les jours épargnés sur mon C.E.T de manière suivante :

- ..... jours seront maintenus sur le C.E.T en vue d'une utilisation ultérieure sous forme de congés (60 jours au maximum)

Fait à ..... Le, .....

Signature de l'agent

**INFORMATION ANNUELLE RELATIVE AUX JOURS  
ÉPARGNÉS ET CONSOMMÉS SUR LE COMPTE ÉPARGNE TEMPS  
(C.E.T.)**

A TRANSMETTRE A TRANSMETTRE A L'AGENT PAR LE SERVICE GESTIONNAIRE

Madame ☐ Mademoiselle ☐ Monsieur ☐

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Statut : ☐ titulaire ☐ non-titulaire

Grade (ou emploi) : .....

Quotité de travail : ☐ Temps complet ☐ Autre

Titulaire du C.E.T ouvert à la date du .....

**est informé(e)** qu'à la date du 31 décembre ...(année n) le solde de son C.E.T est de ... jours.

Ce C.E.T contenait ... jours le 31 décembre .... (année n-1) :

- ..... jours épargnés ont été utilisés sous forme de congés.

Dans l'hypothèse où l'agent a un solde de jours épargnés égal à 60, il est informé de l'impossibilité d'épargner des jours supplémentaires au-delà de ce plafond.

Fait à ..... Le, .....  
Signature de l'agent

Pris connaissance par Mme, Mlle, M.\* : .....

Fait à ..... Le, .....

Signature de l'agent

**CONVENTION FINANCIERE  
DE REPRISE DU COMPTE EPARGNE-TEMPS (CET)  
de M./ Mme .....  
Grade (ou emploi) .....**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Vu la délibération de ..... (*collectivité d'accueil*) en date du ..... fixant les modalités du compte épargne-temps,

**Contexte et objet de la présente convention :**

Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

En vertu de ce décret, la présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de M. ...., dans le cadre de sa mutation de ..... (*collectivité d'origine*) à ..... (*collectivité d'accueil*).

**Entre**

..... (*collectivité d'origine*)  
représenté(e) par ....., maire au nom et pour le compte de la collectivité,  
d'une part

**et**

..... (*collectivité d'accueil*)  
représenté(e) par ...., (*Maire ou Président*) au nom et pour le compte de la collectivité,  
d'autre part

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :**

**Article 1 : Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine**

Le ..... (*date*), jour effectif de sa mutation, les soldes et droits d'utilisation du C.E.T de M ..... dans sa collectivité d'origine sont les suivants :

- Solde du C.E.T : ..... (nombre de jours),
- Date d'ouverture du droit à utilisation : .....
- Date prévue de clôture du compte : .....

## Article 2 : Transfert du C.E.T

À compter de la date effective de mutation, la gestion du C.E.T incombe à .....(collectivité d'accueil). Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par la collectivité d'accueil, sans que M ..... puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies dans la collectivité d'origine.

## Article 3 . – Compensation financière

Compte tenu que ..... jours acquis au titre du C.E.T. dans la collectivité d'origine seront pris en charge par la collectivité d'accueil, il est convenu, qu'à titre de dédommagement, une compensation financière s'élevant à ..... € (montant négocié) sera versée avant le . (date butoir) par ... (collectivité d'origine).

Cette somme est calculée de la manière suivante \* :

.....  
.....  
.....

## Article 4 . – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal administratif.

Fait à ..... ,  
Le ..... ,  
Pour la collectivité (ou établissement)  
d'origine,  
Prénom, nom et qualité du signataire :

Fait à ..... ,  
Le ..... ,  
Pour la collectivité (ou établissement)  
d'accueil,  
Prénom, nom et qualité du signataire :

\* L'établissement de la formule de calcul est laissé à l'appréciation de chaque collectivité. Exemple de calcul : intégralité (ou : intégralité, ou : x %) du coût salarial d'une journée de travail à la date de mobilité x nombre de jours épargnés .

\*\*\*\*\*

**Objet : Mise à jour du régime indemnitaire des agents communaux**

- nouveau critère de variation: présentéisme
- application à la filière Police

Le maire expose au conseil municipal l'exposé suivant :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la réglementation relative au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale et notamment :

- pour l'*Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)* : le décret n° 222-63 du 14 janvier 2002 et à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 modifié,
- pour l'*Indemnité d'Exercice de Missions (IEM)* : décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, au décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 et à l'arrêté ministériel du 26 décembre 1997,
- pour l'*Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S)* : décrets n° 2002-60 du 14 janvier 2002, 2003-1012 du 17 octobre 2003 et 2003-1013 du 23 octobre 2003,
- pour l'*Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)* : décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 et à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2004 ainsi qu'au décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003,
- pour l'*Indemnité spécifique de service (I.S.S)* : décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié en dernier lieu par le décret n° 2010-854 du 23 juillet 2010 et l'arrêté du 25 août 2003 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 23 juillet 2010,
- pour la *Prime de Service et de Rendement (P.S.R)* : décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, au décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et à l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009,
- pour la *Prime de Technicité Forfaitaire* : décret n° 93-526 du 26 mars 1993 et à l'arrêté du 17 mars 2005,
- pour l'*Indemnité forfaitaire complémentaire pour élection* : article 5 de l'arrêté ministériel du 27 février 1962 et la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002,
- pour l'*Indemnité d'astreinte* : décret n° 2005-542 du 19 mai 2005, du décret n° 2002-147 du 7 février 2002 et du décret 2003-363 du 15 avril 2003,
- pour l'*Indemnité de régisseur d'avance et de recettes* : arrêtés ministériels du 20 juillet 1992, du 28 mai 1993 et du 3 septembre 2001,
- pour la *prime de responsabilité des emplois admin. de direction* : décret n° 88-631 du 6 mai 1988 modifié ;

VU la délibération en date du 09 novembre 2010 définissant les modalités d'application du régime indemnitaire au profit des agents communaux,

CONSIDÉRANT l'évolution de l'état des effectif communaux et notamment la création d'une filière « Police »,  
CONSIDÉRANT le nombre très important d'arrêts maladie et leur incidence sur le travail des services,

il est nécessaire de mettre à jour le régime indemnitaire des agents communaux, dont les bénéficiaires et les taux ou montants individuels seront déterminés par le maire.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

21 voix pour,  
1 voix contre,  
1 abstention,

**ADOpte** les modalités du régime indemnitaire des agents communaux à compter du 1er août 2011, selon le détail joint en annexe, intégrant les modifications suivantes :

- intégration d'un nouveau critère de variation : le présentéisme,
- application du régime indemnitaire à la filière « police » ;

**DÉFINIT** les critères de variation affectés au régime indemnitaire suivants :

- reconnaissance de la manière de servir,
- importance des sujétions auxquelles l'agent est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions,
- prise en compte des responsabilités exercées et de la technicité,
- présentéisme ;

**PRÉCISE** que :

- les primes et indemnités ci-dessus définies seront diminuées au prorata du nombre de jours d'absence,



- en cas de congés pour maladie (ordinaires, longues maladies, ou de longue durée), au-delà de 10 jours continus ou fractionnés sur une période de 12 mois consécutifs,
- le décompte des 10 jours de congés pour maladie s'effectuera sur la base des jours habituellement travaillés par l'agent tels que définis par l'emploi du temps ;

**DIT** que les primes et indemnités ci-dessus définies sont maintenues en cas de congés annuels, en cas d'accident de travail ou pendant la durée du congé maternité, paternité ou d'adoption.

En tout état de cause, le régime indemnitaire sera réduit dans les mêmes proportions que le traitement en cas de travail à temps partiel ;

**RAPPELLE** que ces indemnités sont instituées au profit des agents titulaires et stagiaires des grades détaillés dans le tableau joint en annexe ;

**RAPPELLE** que ces indemnités :

- seront versées mensuellement et dans la limite des crédits inscrits,
- feront l'objet d'une revalorisation automatique à chaque texte réglementaire prévoyant une augmentation.

**PRÉCISE** que :

- *pour l'IAT* :  
Le montant de référence annuel est indexé sur la valeur du point dans la fonction publique. Le montant des attributions individuelles ne peut excéder huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent ;
- *pour l'ISS* :  
Le montant individuel maximum susceptible d'être alloué ne pourra excéder 110 % du taux moyen défini pour chaque grade.
- *pour l'indemnité d'astreinte* :  
Cette indemnité est attribuée aux agents chargés de la gestion des alarmes de bâtiments.
- *pour l'Indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes* :  
Cette indemnité est attribuée aux agents régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées, quels que soient leur filière et grade.

**RAPPELLE** que les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits du budget de l'exercice en cours, chapitre.012, article 64118 ;

**DONNE** pouvoir à monsieur le maire pour appliquer ce régime indemnitaire conformément aux décrets, arrêtés et articles modificatifs ;

**DIT** que cette délibération remplace l'ensemble des délibérations antérieures relatives au même objet.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

**COMMUNE D'AIGUILLON**

**RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011**

<i>indemnité applicable</i>		Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFS)	Indemnité d'Exercice de Missions (IEM)	Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S)	Indemnité d'Administration et de Technicité (IA T)	Indemnité spécifique de service (I.S.S)
<i>bénéficiaires</i>	<i>Grade</i>					
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>						
Attaché	DGS (emploi fonctionnel)	X	X			
	Attaché principal 1e classe	X	X			
	Attaché principal 2e classe	X	X			
Rédacteur	Attaché	X	X			
	Rédacteur Chef	X	X	X		
	Rédacteur principal	X	X	X		
	Rédacteur	X	X	X	X	
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1e classe		X	X	X	
	Adjoint administratif principal de 2ème classe		X	X		
	Adjoint administratif de 1ère classe		X	X	X	
	Adjoint administratif de 2ème classe		X	X	X	
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>						
Ingénieur	Ingénieur principal					X
	Ingénieur					X
Technicien	Technicien principal de 1e classe			X		X
	Technicien principal de 2e classe			X		X
	Technicien			X		X
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal		X	X	X	
	Agent de Maîtrise		X	X	X	
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe		X	X	X	
	Adjoint technique principal de 2ème classe		X	X	X	
	Adjoint technique de 1ère classe		X	X	X	
	Adjoint technique de 2ème classe		X	X	X	
			X	X	X	

**COMMUNE D'AIGUILLON**

**RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011**

<i>indemnité applicable</i>		Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)	Indemnité d'Exercice de Missions (IEM)	Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S)	Indemnité d'Administration et de Technicité (I.A.T)	Indemnité spécifique de service (I.S.S)
<i>bénéficiaires</i>						
<b>FILIERE ANIMATION</b>						
Animateur territorial	Animateur chef	X	X	X		
	Animateur principal	X	X	X		
	Animateur	X	X	X	X	
Adjoint d'animation	adjoint d'animation principal 1e classe		X	X	X	
	adjoint d'animation principal 2e classe		X	X	X	
	adjoint d'animation 1e classe		X	X	X	
	Adjoint d'animation 2ème classe		X	X	X	
<b>FILIERE SOCIALE</b>						
Agent social	agent social principal de 1e classe		X	X	X	
	agent social principal de 2e classe		X	X	X	
	agent social de 1e classe		X	X	X	
	agent social de 2e classe		X	X	X	
ATSEM	ATSEM Principal de 1e classe		X	X	X	
	ATSEM Principal de 2e classe		X	X	X	
	ATSEM de 1ère classe		X	X	X	
<b>FILIERE CULTURELLE</b>						
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié de conservation du patrimoine de 1e classe	X		X	X	
	Assistant qualifié de conservation de 2 classe	X		X	X	
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation de 1e classe	X		X	X	
	Assistant de conservation de 2 classe	X		X	X	
	Adjoint du patrimoine principal de 1ème classe			X	X	
	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe			X	X	
	adjoint du patrimoine de 1e classe			X	X	
	Adjoint du patrimoine de 2e classe			X	X	
<b>FILIERE POLICE</b>						
Agent de police municipale	Gardien de police municipale				X	

**COMMUNE D'AIGUILLON**

**RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011**

bénéficiaires	indemnité applicable	Prime de Service et de Rendement (P.S.R.)	Prime de Technicité Forfaitaire	Indemnité forfaitaire complémentaire pour élection	Indemnité d'astreinte	prime de responsabilité des emplois admin. de direction
<b>Cadre d'emploi</b>	<b>Grade</b>					
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>						
	DGS (emploi fonctionnel)			X		X
Attaché	Attaché principal 1e classe			X		X
	Attaché principal 2e classe			X		X
	Attaché			X		X
Rédacteur	Rédacteur Chef			X		
	Rédacteur principal			X		
	Rédacteur			X		
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1e classe			X		
	Adjoint administratif principal de 2ème classe					
	Adjoint administratif de 1ère classe					
	Adjoint administratif de 2ème classe					
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>						
Ingénieur	Ingénieur principal	X				
	Ingénieur	X				
Technicien	Technicien principal de 1e classe	X			X	
	Technicien principal de 2e classe	X			X	
	Technicien	X			X	
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal				X	
	Agent de Maîtrise				X	
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe				X	
	Adjoint technique principal de 2ème classe				X	
	Adjoint technique de 1ère classe				X	
	Adjoint technique de 2ème classe				X	

**COMMUNE D'AIGUILLON**

**RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011**

<i>bénéficiaires</i>	<i>indemnité applicable</i>	Prime de Service et de Rendement (P.S.R)	Prime de Technicité Forfaitaire	Indemnité forfaitaire complémentaire pour élection	Indemnité d'astreinte	prime de responsabilité des emplois admin. de direction
<b>FILIERE ANIMATION</b>						
Animateur territorial	Animateur chef					
	Animateur principal					
	Animateur		k			
Adjoint d'animation	adjoint d'animation principal 1e classe					
	adjoint d'animation principal 2e classe					
	adjoint d'animation 1e classe					
	Adjoint d'animation 2ème classe					
<b>FILIERE SOCIALE</b>						
Agent social	agent social principal de 1e classe					
	agent social principal de 2e classe					
	agent social de 1e classe					
	agent social de 2e classe					
ATSEM	ATSEM Principal de 1e classe					
	ATSEM Principal de 2e classe					
	ATSEM de 1ère classe					
<b>FILIERE CULTURELLE</b>						
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié de conservation du patrimoine de 1e classe		x			
	Assistant qualifié de conservation de 2 classe		x			
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation de 1e classe		x			
	Assistant de conservation de 2 classe		x			
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 1ème classe					
	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe					
	adjoint du patrimoine de 1e classe					
	Adjoint du patrimoine de 2e classe					
<b>FILIERE POLICE</b>						
Agent de police municipale	Gardien de police municipale					

**COMMUNE D'AIGUILLON**

**RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011**

<i>bénéficiaires</i>	<i>indemnité applicable</i>
<b>Cadre d'emploi</b>	<b>Grade</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	
Attaché	DGS (emploi fonctionnel) Attaché principal 1e classe Attaché principal 2e classe Attaché
Rédacteur	Rédacteur Chef Rédacteur principal Rédacteur
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1e classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif de 1ère classe Adjoint administratif de 2ème classe
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>	
Ingénieur	Ingénieur principal Ingénieur
Technicien	Technicien principal de 1e classe Technicien principal de 2e classe Technicien
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal Agent de Maîtrise
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique de 1ère classe Adjoint technique de 2ème classe

# COMMUNE D'AIGUILLON

## RÉGIME INDEMNITAIRE applicable au personnel communal au 1er août 2011

bénéficiaires		indemnité applicable
<b>FILIERE ANIMATION</b>		
Animateur territorial	Animateur chef	
	Animateur principal	
	Animateur	
Adjoint d'animation	adjoint d'animation principal 1e classe	
	adjoint d'animation principal 2e classe	
	adjoint d'animation 1e classe	
	Adjoint d'animation 2ème classe	
<b>FILIERE SOCIALE</b>		
Agent social	agent social principal de 1e classe	
	agent social principal de 2e classe	
	agent social de 1e classe	
	agent social de 2e classe	
ATSEM	ATSEM Principal de 1e classe	
	ATSEM Principal de 2e classe	
	ATSEM de 1ère classe	
<b>FILIERE CULTURELLE</b>		
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié de conservation du patrimoine de 1e classe	
	Assistant qualifié de conservation de 2 classe	
	classe	
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation de 1e classe	
	classe	
	Assistant de conservation de 2 classe	
	Adjoint du patrimoine principal de 1ème classe	
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	
	adjoint du patrimoine de 1e classe	
	Adjoint du patrimoine de 2e classe	
<b>FILIERE POLICE</b>		
Agent de police municipale	Gardien de police municipale	



\*\*\*\*\*

Madame De Munck affirme que cette mesure n'aura pas d'effet sur la réduction de l'absentéisme dans la mesure où, selon elle, « quand on est malade on est au-dessus de ce genre de sanction financière ».

\*\*\*\*\*

**Objet : Création d'un emploi d'Agent de maîtrise principal**

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des emplois.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

VU le précédent tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 26 avril 2011, créant un emploi d'Agent de maîtrise, à temps complet, à compter du 1er août 2011, suite à la mutation de la titulaire du poste de chef de cuisine,

VU la possibilité que le titulaire du poste qui sera retenu à l'issue du recrutement soit Agent de maîtrise principal,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer également un emploi d'Agent de maîtrise principal (celui des deux emplois qui sera superflu sera supprimé à l'issue du recrutement),

le maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

- création d'un emploi d'Agent de maîtrise principal, à temps complet.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

*23 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**ADOpte** les modifications du tableau des emplois tel que joint en annexe, à compter du 1er août 2011, intégrant les modifications suivantes :

- création d'un emploi d'Agent de maîtrise principal, à temps complet ;

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans ce grade sont inscrits au budget primitif 2011 de la commune ;

**CHARGE** monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de cet emploi, et les démarches administratives ;

**DIT** que celui des deux emplois nouveaux (agent de maîtrise et Agent de maîtrise principal) qui ne sera pas pourvu à l'issue du recrutement sera supprimé.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le : 25/07/11*

\*\*\*\*\*

**Objet : Recrutement d'agents non titulaires pour faire face à un besoin occasionnel - Surveillance des études périscolaires en école élémentaire (année scolaire 2011-12)**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Aux termes de l'article 3 (alinéa 2), de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents non titulaires, et ainsi conclure des contrats, pour faire face à un besoin occasionnel et pour une durée limitée.

Monsieur le maire propose à l'assemblée de l'autoriser à recruter, pour l'année scolaire 2010-2011, trois agents non titulaires, dans les conditions fixées par l'article 3 (alinéa 2), de la loi du 26 janvier 1984 précitée, pour assurer le fonctionnement des études surveillées de l'école élémentaire de la commune d'Aiguillon.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après délibération,**

23 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**AUTORISE** monsieur le maire à recruter, dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2, de la loi du 26 janvier 1984 précitée, et pour faire face à un besoin occasionnels, trois agents non titulaires :

- 2 agents qui effectueront 1 h 45 par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi de 17 h à 18 h 45)
- 1 agent qui effectuera 1 h par jour d'école (lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 17 h à 18 h),

**DIT** que la rémunération de ces agents non titulaires s'effectuera sur la base de l'indemnité de surveillance des études en fonction de la législation en vigueur,

**AUTORISE** monsieur le maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels,

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents non titulaires sont inscrits au budget de la commune.

*Formalité de publicité effectuée le : 25/07/11*

*Contrôle légalité le :25/07/11*

\*\*\*\*\*

**INFORMATION**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que conformément à la délibération du 28 mars 2008 lui déléguant le pouvoir de procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires, il est en cours de négociation pour contracter une partie de l'emprunt nouveau prévu au BP 2011 pour un montant de 300 000 €.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures.

\*\*\*\*\*

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET  
(absente)

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI  
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE  
(absente)

Cathy SAMANIEGO  
(absente)

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI  
(absent)

Franck GAY

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ  
(absente)

Brigitte CAMILLERI

Alain REGINATO